

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1954 B 00521
Numéro SIREN : 542 005 210
Nom ou dénomination : TERROT

Ce dépôt a été enregistré le 06/02/2019 sous le numéro de dépôt 6493



20190064932017

DATE DEPOT : 06/02/2019

N° DE DEPOT : 6493

N° GESTION : 1954B00521

N° SIREN : 542005210

DENOMINATION : TERROT

ADRESSE : 111 rue de Longchamp 75116 Paris

MILLESIME : 2017

TERROT

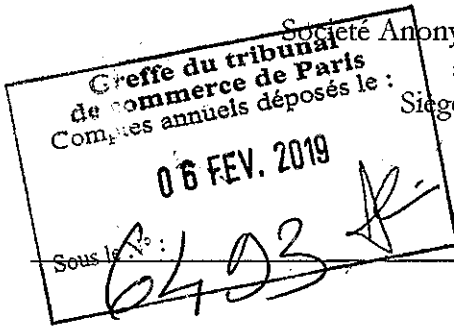
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance

au capital de 1.115.400 euros

Siège social : 111 Rue de Longchamp

75116 PARIS

542 005 210 RCS PARIS



**AFFECTATION DU RESULTAT VOTEE PAR
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 30 JUIN 2017**

« DEUXIEME RESOLUTION : affectation du résultat »

L'Assemblée Générale, statuant en matière ordinaire et après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Directoire et les observations du Conseil de Surveillance, approuve la proposition du Directoire, et décide d'affecter le bénéfice réalisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, d'un montant de 816.620 euros, de la manière suivante :

- | | |
|---|-----------------|
| - Poste « Autres réserves » avant affectation : | 4.288.479 euros |
| - Affectation de la totalité du résultat au poste « Autres réserves » | 816.620 euros |
| - Poste « Autres réserves » après affectation : | 5.105.099 euros |

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

(...)

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité »

Certifié conforme

Monsieur Samuel GELRUBIN
Président du Directoire

TERROT

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 1.012.388 euros
Siège social : 111 rue de Longchamp – 75116 Paris
542 005 210 RCS Paris

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 29 JUIN 2018

Rapport du Conseil de Surveillance

Mesdames, Messieurs les actionnaires de la société Terrot (la "Société"),

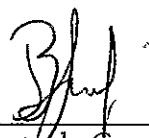
Nous vous rappelons qu'en application de l'article L. 225-68 du Code de commerce, le conseil de surveillance de la Société (le "**Conseil de Surveillance**") doit présenter à l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires ses observations sur les comptes annuels arrêtés par le directoire de la Société (le "**Directoire**") ainsi que sur le rapport de gestion soumis à l'assemblée.

Nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et le rapport de gestion ont été communiqués au Conseil de Surveillance dans les délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 font apparaître les principaux postes suivants :

- Total du bilan :38.261.164 €
- Chiffre d'affaires :5.470.641 €
- Résultat de l'exercice :816.620 €

Votre Conseil n'a aucune observation particulière à formuler sur le rapport du Directoire et les résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et vous invite, en conséquence, à approuver les comptes ainsi que les résolutions présentées par le Directoire.



La Présidente du Conseil de Surveillance
Madame Bajla Gelrubin

TERROT

Société anonyme au capital de 1.012.388 €
Siège social : 111 RUE DE LONGCHAMP, 75116 PARIS
R.C.S : PARIS 542005210

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2017

Cabinet COFACOM – Groupe Alliance Experts
Siège social : 11 RUE DE WATTIGNIES, 75012 PARIS
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de PARIS

Cabinet COFACOM – Groupe Alliance Experts
Siège social : 11 RUE DE WATTIGNIES, 75012 PARIS
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2017

A l'assemblée générale de la Société anonyme TERROT

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société anonyme TERROT relatifs à l'exercice clos le 31/12/2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

- Les titres de participation : ils sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés, le cas échéant, sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations, et à vérifier que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

- La justification des disponibilités, et en particulier des soldes créditeurs de banque, notamment par l'exploitation de confirmations ouvertes adressées aux établissements bancaires.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

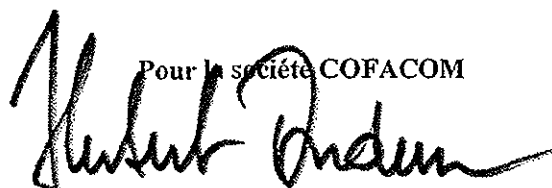
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une

erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PARIS, le 18/06/2018

Pour la société COFACOM


HUBERT TONDEUR
Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Présenté en Euros

Edité le 25/06/2018

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	10 653	4 811	5 842	0,02		
Fonds commercial	128 800		128 800	0,34	128 800	0,48
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions	1 919 766	1 199 735	720 032	1,68	771 264	2,59
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	390 360	163 544	226 815	0,59	179 251	0,67
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	4 572 681	4 049 998	522 683	1,37	265 383	0,99
Créances rattachées à des participations	9 823 100		9 823 100	25,67	5 743 825	21,52
Autres titres immobilisés	500 480		500 480	1,31	500 480	1,88
Prêts	114 016		114 016	0,30	112 500	0,42
Autres immobilisations financières	52 276		52 276	0,14	71 930	0,27
TOTAL (I)	17 512 133	5 418 088	12 094 045	31,61	7 773 432	29,12
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises	13 127 923		13 127 923	34,31	2 891 781	10,83
Avances & acomptes versés sur commandes					4 691	0,02
Clients et comptes rattachés	457 602		457 602	1,20	306 613	1,15
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel						
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices	377 463		377 463	0,99		
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	42 294		42 294	0,11	45 086	0,17
. Autres	10 949 908	2 946 164	8 003 744	20,92	1 614 141	6,05
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	2 610 426	49 007	2 561 419	6,69	8 553 450	32,05
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	1 389 106		1 389 106	3,63	5 462 088	20,46
Charges constatées d'avance	74 135		74 135	0,19	38 899	0,15
TOTAL (II)	29 028 856	2 995 171	26 033 685	89,04	18 916 749	70,88
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion actif (V)	133 434		133 434	0,35		
TOTAL ACTIF (0 à V)	46 674 423	8 413 259	38 261 164	100,00	26 690 180	100,00

PASSIF	Exercice clos le		Exercice précédent	
	31/12/2017		31/12/2016	
	(12 mois)		(12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 1 115 400)	1 116 400	2,92	1 115 400	4,18
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	858 340	2,24	858 340	3,22
Écarts de réévaluation	3 012	0,01	3 012	0,01
Réserve légale	111 540	0,29	111 540	0,42
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	4 288 479	11,21	3 076 775	11,53
Report à nouveau	16 646 987	43,51	16 646 987	62,37
Résultat de l'exercice	816 620	2,13	1 211 704	4,54
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées			659	0,00
TOTAL(I)	23 840 378	62,31	23 024 417	66,27
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL(II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques	174 422	0,46	40 988	0,15
Provisions pour charges				
TOTAL (III)	174 422	0,46	40 988	0,15
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts	10 205 773	26,67	1 350 000	5,06
. Découverts, concours bancaires	38 132	0,10	807 954	3,03
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	113 008	0,30	95 183	0,36
. Associés	3 035 546	7,93	229 982	0,86
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	174 147	0,46	179 828	0,67
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	15 863	0,04	10 584	0,04
. Organismes sociaux	237 404	0,62	253 338	0,95
. Etat, impôts sur les bénéfices			200 961	0,75
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	66 787	0,17	50 817	0,19
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	74 764	0,20	50 064	0,19
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	21 116	0,06		
Autres dettes	23 958	0,06	17 806	0,07
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	239 866	0,63	102 257	0,38
TOTAL(IV)	14 246 364	37,23	3 348 775	12,55
Ecart de conversion passif (V)			276 000	1,03
TOTAL PASSIF (I à V)	38 261 164	100,00	26 690 180	100,00

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
Ventes de marchandises	3 863 000		3 863 000	70,61	11 925 000	94,99	-8 062 000	-67,60	
Production vendue biens									
Production vendue services	1 607 641		1 607 641	29,39	629 099	5,01	978 542	155,55	
Chiffres d'Affaires Nets	5 470 641		5 470 641	100,00	12 554 099	100,00	-7 083 458	-56,41	
Production stockée									
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation									
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			202 006	3,69	66 730	0,53	135 276	202,72	
Autres produits			9	0,00	18	0,00	-9	-49,99	
Total des produits d'exploitation (I)			5 672 655	103,69	12 620 847	100,53	-6 948 192	-55,04	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			11 343 705	207,36	2 822 276	22,46	8 521 429	301,93	
Variation de stock (marchandises)			-10 236 142	-187,10			-10 236 142	N/S	
Achats de matières premières et autres approvisionnements									
Variation de stock (matières premières et autres approv.)					5 725 735	45,61	-5 725 735	-100,00	
Autres achats et charges externes			1 952 074	35,87	1 299 049	10,35	663 025	51,04	
Impôts, taxes et versements assimilés			211 675	3,87	216 119	1,72	-4 444	-2,05	
Salaires et traitements			591 067	10,80	605 653	4,82	-14 586	-2,40	
Charges sociales			246 565	4,51	233 795	1,86	12 770	5,16	
Dotations aux amortissements sur immobilisations			99 177	1,81	112 595	0,90	-13 418	-11,91	
Dotations aux provisions sur immobilisations									
Dotations aux provisions sur actif circulant									
Dotations aux provisions pour risques et charges									
Autres charges			7 659	0,14	7 628	0,06	31	0,41	
Total des charges d'exploitation (II)			4 225 780	77,24	11 022 852	87,80	-6 797 072	-61,65	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			1 446 875	26,45	1 597 994	12,73	-151 119	-9,45	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun									
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			89 114	1,63	261 713	2,08	-172 599	-65,94	
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			168 868	3,09	48 975	0,39	119 893	244,80	
Produits financiers de participations			181 194	3,31	141 784	1,13	39 410	27,80	
Produits des autres valeurs mobilières et créances			207 781	3,80	79 324	0,63	128 457	161,94	
Autres intérêts et produits assimilés			32 444	0,59	115 111	0,92	-82 667	-71,81	
Reprises sur provisions et transferts de charges			9 439 408	172,55	6 417	0,05	9 432 991	N/S	
Différences positives de change			2 128	0,04	28 191	0,22	-26 063	-92,44	
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			971	0,02			971	N/S	
Total des produits financiers (V)			9 863 926	180,31	370 827	2,95	9 493 099	N/S	
Dotations financières aux amortissements et provisions			351 151	6,42	142 350	1,13	208 801	146,55	
Intérêts et charges assimilées			179 835	3,29	17 262	0,14	162 573	91,80	
Différences négatives de change			39 230	0,72	12 854	0,10	26 376	205,20	
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements									
Total des charges financières (VI)			570 216	10,42	172 466	1,37	397 750	230,63	
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			9 293 710	169,89	198 361	1,58	9 095 349	N/S	
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			10 660 831	194,87	2 009 093	16,00	8 651 738	430,63	

COMpte DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Présenté en Euros

Edité le 25/06/2018

COMpte DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion							
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 000	0,07	22 481	0,16	-18 481	-82,20	
Reprises sur provisions et transferts de charges	659	0,01	2 237	0,02	-1 578	-70,53	
Total des produits exceptionnels (VII)	4 659	0,09	24 718	0,20	-20 059	-81,14	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	97 347	1,78	318	0,00	97 029	NIS	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	9 469 250	173,09	183 118	1,46	9 286 132	NIS	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions							
Total des charges exceptionnelles (VIII)	9 566 597	174,87	183 436	1,46	9 383 161	NIS	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-9 561 939	-174,78	-158 718	-1,25	-9 403 221	NIS	
Participation des salariés (IX)							
Impôts sur les bénéfices (X)	282 272	5,16	638 671	5,09	-356 399	-55,79	
Total des Produits (I+III+V+VII)	15 630 353	285,71	13 278 104	105,77	2 352 249	17,72	
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	14 813 733	270,79	12 066 401	95,12	2 747 332	22,77	
RÉSULTAT NET	816 620	14,93	1 211 704	9,65	-395 084	-32,60	
	<i>Bénéfice</i>		<i>Bénéfice</i>				
Dont Crédit-bail mobilier							
Dont Crédit-bail immobilier							

Annexes

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017 dont le total est de 38 261 163,95 E
et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 816 620,10 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Engagements financiers
- Accroissements et allègements de la dette future d'impôts
- Effectif moyen
- Résultat des 5 derniers exercices
- Liste des filiales et participations

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des biens immobiliers comprend le prix d'achat et les travaux incorporés à chacun d'eux au prorata de leur tantième. Le cas échéant, la valeur spécifique de certains lots augmentés des travaux et aménagements spécifiques qui leur sont rattachés.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels.

En outre, compte tenu des conditions de fiabilité et de probabilité d'obtention du CICE, sa prise en compte pour des éléments de rémunération différés à long terme devrait être rare.

La comptabilisation du CICE d'un montant de 4,249 € a été réalisée par l'option :

- d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013),

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- en matière d'investissement
- de formation et de recrutement

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2016-07 du 04 novembre 2016
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	131 492		7 961
Terrains			
Constructions sur sol propre	1 378 334		
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	522 481		18 952
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			19 757
Matériel de transport	104 318		43 752
Matériel de bureau, informatique, mobilier	244 086		11 905
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	2 249 219		94 366
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	10 059 205		4 336 576
Autres titres immobilisés	9 939 888		
Prêts et autres immobilisations financières	184 430		8 352
TOTAL	20 183 523		4 344 928
TOTAL GENERAL	22 564 234		4 447 254
		Diminutions	
		Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS
		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles		139 453	
Terrains			
Constructions sur sol propre		1 378 334	
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions		541 433	
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements		19 757	
Matériel de transport		17 496	130 574
Matériel de bureau, informatique, mobilier		15 962	240 029
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL		33 456	2 310 126
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations		14 395 781	
Autres titres immobilisés		9 439 408	500 480
Prêts et autres immobilisations financières		26 489	166 293
TOTAL		9 465 897	15 062 554
TOTAL GENERAL		9 499 354	17 512 133

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	2 692	2 119		4 811
Terrains				
Constructions sur sol propre	796 835	28 150		824 985
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	332 716	42 034		374 750
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers		1 191		1 191
Matériel de transport	94 556	5 793	17 496	82 853
Matériel de bureau, informatique, mobilier	74 597	20 864	15 961	79 500
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	1 298 704	98 032	33 457	1 363 279
TOTAL GENERAL	1 301 396	100 151	33 457	1 368 090

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	2 119				
Terrains					
Constructions sur sol propre	28 150				
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	42 034				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers	1 191				
Matériel de transport	5 793				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	20 864				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	98 032				
TOTAL GENERAL	100 151				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées	659		659	
TOTAL Provisions réglementées	659		659	
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	40 988	133 434		133 434 40 988
TOTAL Provisions	40 988	133 434		174 422
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	4 049 998 9 439 408		9 439 408	4 049 998
	2 777 454	217 717		2 995 171
TOTAL Dépréciations	16 266 860	217 717	9 439 408	7 045 169
TOTAL GENERAL	16 308 506	351 151	9 440 067	7 219 591
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		351 151	9 439 408 659	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

La reprise des provisions financières de 9.439.408 € est relative à la sortie des titres STUTGART

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	9 823 100		9 823 100
Prêts	114 016		114 016
Autres immobilisations financières	52 276		52 276
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	457 602	457 602	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	377 463	377 463	
- T.V.A	42 294	42 294	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	15 388	15 388	
Groupe et associés	10 773 223	10 773 223	
Débiteurs divers	161 297	161 297	
Charges constatées d'avance	74 135	74 135	
TOTAL GENERAL	21 890 794	11 901 402	9 989 393
Montant des prêts accordés dans l'exercice	1 516		
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés	1 516		

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	38 132	38 132		
- plus d'un an	10 205 773	7 105 773	3 100 000	
Emprunts et dettes financières divers	113 008	113 008		
Fournisseurs et comptes rattachés	174 147	174 147		
Personnel et comptes rattachés	15 863	15 863		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	237 404	237 404		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	66 787	66 787		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	74 764	74 764		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	21 116	21 116		
Groupe et associés	3 035 546	3 035 546		
Autres dettes	23 958	23 958		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	239 866	239 866		
TOTAL GENERAL	14 246 364	11 146 364	3 100 000	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	-6 855 773			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	196 797
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	226 525
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	119 815
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	543 138

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	38 132
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 156
Dettes fiscales et sociales	99 450
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	15 217
TOTAL	194 955

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	74 135	239 866
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	74 135	239 866

Commentaires :

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	42 900	26,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	42 900	26,00

Commentaires :

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	3 863 000
Ventes de produits finis	
Prestations de services	1 607 641
TOTAL	5 470 641

Répartition par marché géographique	Montant
France	5 470 641
Etranger	
TOTAL	5 470 641

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	10 660 831	3 544 301
Résultat exceptionnel (et participation)	-9 561 939	-3 262 029
Résultat comptable	816 620	282 272

Commentaires :

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
POUR LA SOCIETE DRUPIA	
Cautionnement solidaire à durée indéterminée en date du 01/06/2016	4 660 000
Cautionnement solidaire à durée indéterminée en date du 31/05/2017	2 000 000
TOTAL	9 998 000
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	9 998 000

Engagements reçus	Montant
Avais, cautions et garanties Autres engagements reçus :	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Accroissements de la dette future d'impôts	Montant
ACCROISSEMENTS Provisions règlementées : Autres :	
TOTAL	
Allègements de la dette future d'impôts	
ALLEGEMENTS Provisions non déductibles l'année de comptabilisation : Autres : Plus value latente sur SICAV Provisions pour perte de change	185 543 133 434
TOTAL	318 977
Nature des différences temporaires	
Amortissements réputés différés Déficit reportables Moins-values à long terme	

Commentaires :

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	5	
Agents de maîtrise et techniciens	2	
Employés	1	
Ouvriers		
TOTAL	8	

Résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Réévaluations des biens		659
Cession d'immobilisation	9.469.250	4.000
Pénalités et amendes	943	
Solde comptes de tiers	96.404	
TOTAL	9.566.597	4.659

Régime d'intégration fiscale

La société Terrot bénéficie du régime d'intégration fiscale depuis le 1^{er} Janvier 2003, elle est la société Mère de TERROT SA. La filiale intégrée est la société Terrot France.

Résultats des 5 derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	1 115 400	1 115 400	1 115 400	1 115 400	1 115 400
b) Nombre d'actions émises	42 900	42 900	42 900	42 900	42 900
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	5 470 641	12 554 099	6 116 044	471 977	9 501 843
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	-7 890 846	2 096 665	1 207 760	114 484	308 402
c) Impôt sur les bénéfices	282 272	638 671	354 733		
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	-8 173 118	1 457 994	853 027	114 484	308 402
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	816 620	1 211 704	629 984	64 221	63 728
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	-191	34	20	3	7
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	19	28	15	2	1
c) Dividende versé à chaque action					
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	8	6	5	4	5
b) Montant de la masse salariale	591 067	605 653	197 834	185 452	418 622
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	246 565	233 795	86 614	67 516	161 730

Observations complémentaires

